



Strasbourg, 13 décembre 2019

T-PD-BUR(2019)49RAP

**BUREAU DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION
POUR LA PROTECTION DES PERSONNES
À L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL
(Convention 108)**

49^e réunion du Bureau

Strasbourg, 11-13 décembre 2019

RAPPORT ABRÉGÉ

Direction générale des Droits de l'homme et de l'État de droit

1. Le Bureau du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (« Convention 108 ») a tenu sa 49^{ème} réunion à Strasbourg du 11 au 13 décembre 2019, sous la présidence de Mme Alessandra Pierucci (Italie). L'Ordre du jour, tel qu'adopté par le Bureau, et la liste des participants figurent aux Annexes I et II.

2. Le Bureau du Comité de la Convention 108 :

2.1. a pris note des informations communiquées par M. Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information – Lutte contre la criminalité, concernant :

- la ratification par la Bulgarie du Protocole d'amendement à la Convention 108 (STCE n° 223) et le dépôt de son instrument de ratification le 10 décembre, la Bulgarie étant la première Partie à le ratifier, les autres Parties étant invitées à en faire de même ;

- le démarrage des travaux du Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI) portant sur l'étude de faisabilité d'un cadre juridique international relatif à l'IA, sur la cartographie des tendances relatives au traitement de données de type IA, ainsi que le rapport d'étape à présenter au Comité des Ministres d'ici mai 2020 et l'importance d'une coopération étroite avec le Comité de la Convention 108 ;

- l'excellente organisation et les résultats du Forum sur la gouvernance de l'internet, qui s'est tenu à Berlin (25-29 novembre 2019) ;

2.2. a pris note des informations communiquées par le Secrétariat au sujet :

a) de la signature récente de la Convention 108+ (Protocole d'amendement STCE n° 223) par la Suisse, le 21 novembre 2019, par la Serbie, le 22 novembre 2019, et par la Macédoine du Nord, le 5 décembre 2019, portant, à ce jour, à 37 le nombre total de signatures et saluant la signature annoncée le 17 décembre par la République slovaque ;

b) de la ratification récente de la Convention 108+ par la Bulgarie, le 10 décembre 2019, et de l'annonce du dépôt des instruments de ratification de la Croatie (prévu pour le 18 décembre 2019) ;

c) d'un premier exercice de suivi de l'état des signatures et ratifications effectué par les Délégués des Ministres et leur Groupe de Rapporteurs sur la coopération juridique (GR-J) sur la base des informations fournies par les pays, en application de la décision adoptée à la Session ministérielle de mai 2019 (CM/Del/Dec(2018)128/5) ;

2.3 a pris note des informations communiquées par Mme Cécile de Terwangne et M. Franck Dumortier relatives aux documents concernant le mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+ et à l'examen de la demande d'adhésion du Costa Rica, a procédé à un échange de vues avec les experts au sujet des modifications proposées à ces documents et a décidé que les versions révisées seraient communiquées aux délégations en temps utile afin que les commentaires écrits puissent être compilés pour la poursuite des discussions à la 50^{ème} réunion du Bureau ;

2.4 a pris note de la communication du Secrétariat sur l'avancement des négociations sur le projet de Deuxième Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité (STE n° 185) et des informations communiquées par une délégation quant à l'imminence des principales négociations relatives au régime de protection de la vie privée et des données applicable au deuxième protocole additionnel (qui commenceront en janvier 2020), le Bureau réaffirmant que le régime de protection des données du deuxième protocole additionnel devrait s'appuyer sur la Convention 108+ et confirmant sa disponibilité de contribuer aux négociations en cours sur la base de l'avis du Comité (T-PD(2019)8FIN) adopté à la 39^{ème} réunion plénière ;

2.5 a pris note de la présentation par Mme Sandra Azria (par vidéoconférence) du rapport sur la reconnaissance faciale et a procédé à un échange de vues avec l'experte sur les recommandations et les modifications proposées, étant entendu qu'une version révisée sera diffusée aux délégations en temps voulu pour que les commentaires écrits puissent être compilés pour la poursuite des discussions à la 50^{ème} réunion du Bureau ;

2.6 a pris note de la présentation par Mme Jen Persson des recommandations figurant dans son rapport intitulé « La protection des données des enfants dans les systèmes éducatifs : enjeux et solutions possibles », a procédé à un échange de vues avec l'experte sur les recommandations et les modifications proposées, étant entendu qu'une version révisée sera diffusée aux délégations en temps voulu pour que les commentaires écrits puissent être compilés pour la poursuite des discussions à la 50^{ème} réunion du Bureau ;

2.7 a pris note des informations relatives à la coopération avec d'autres organes du Conseil de l'Europe, notamment avec le CAHAI, qui a tenu sa première réunion du 18 au 20 novembre 2019 (voir *supra*), et aux rapports étroits entre ces travaux et les travaux du Comité, la coopération avec le Comité de la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation de compétitions sportives (Convention de Macolin) et du Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI), en particulier pour ce qui est de l'approbation par le CDMSI du projet de Recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur les impacts des systèmes algorithmiques sur les droits de l'homme (voir l'avis T-PD(2019)09) et de la prochaine Conférence du Conseil de l'Europe des ministres responsables des médias et de la société de l'information (Nicosie, Chypre, 28-29 mai 2020) ;

2.8 a pris note des développements majeurs dans le domaine de la protection des données aux niveaux national et international, en particulier des informations communiquées par M. Omar Seghrouchni, Président de la CNDP du Maroc, sur les travaux du Groupe de travail sur l'identité numérique du Réseau africain des autorités de protection des données personnelles (ce groupe ayant tenu une première réunion à Rabat les 4 et 5 décembre 2019), et par M. Gérald Page, Président de la Commission de protection des données du CICR, au sujet de la politique adoptée par le CICR en ce qui concerne la biométrie. Étant donné l'importance de la question de l'identité numérique, et ses rapports avec les travaux actuels du Comité, notamment ceux concernant la reconnaissance faciale, et les travaux passés (rapports d'étape de 2005 et de 2014 sur la biométrie), le Bureau a décidé de proposer que ce sujet figure aux travaux de la réunion plénière de 2020, en vertu du point 5.5 du Programme des travaux du comité, et a chargé le Secrétariat d'entreprendre des travaux de fonds sur ce sujet, avec l'assistance d'un expert, en vue de la 50^{ème} réunion du Bureau ;

2.9 a pris note, au titre du point 10 de l'ordre du jour relatif aux observateurs, des informations communiquées par la représentante du Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) concernant la confirmation, le 5 décembre, de la nomination de M. Wojciech Wiewiórowski au poste de Contrôleur européen de la protection des données pour un mandat de cinq ans, et la publication récente de son rapport d'activité, une nouvelle politique stratégique étant par ailleurs en préparation. Le Bureau a pris note de la demande de statut d'observateur déposée par l'autorité de protection des données de São Tomé-et-Príncipe et a chargé le Secrétariat d'engager une procédure écrite pour permettre au comité de statuer sur cette requête avant sa 40^{ème} réunion plénière ;

2.10 a décidé, a sujet de la demande d'interprétation de certaines dispositions de la Convention 108+ présentée par une délégation lors de la 39^{ème} réunion plénière, qu'un projet de document fournissant des orientations d'interprétation sur les questions soulevées serait établi en vue des discussions de la 50^{ème} réunion du Bureau ;

2.11 a confirmé les dates des réunions plénières, qui se tiendront à Strasbourg du 1^{er} au 3 juillet 2020 et du 18 au 20 novembre 2020, et celles des prochaines réunions du Bureau, qui se tiendront du 25 au 27 mars 2020 à Paris et du 28 au 30 septembre 2020 à Paris.

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

	1. Ouverture de la réunion
T-PD(2019)RAP39Abr	Rapport abrégé de la 39 ^{ème} Réunion plénière (Strasbourg, 19-21 novembre 2019)
T-PD(2019)487RAP	Rapport abrégé de la 48 ^{ème} Réunion du Bureau (Paris, 25-27 septembre 2019)
T-PD(2017)WP2018-2019 T-PD(2019)WP2020-2021	Programme de travail du Comité 2018-2019 Programme de travail du Comité 2020-2021
T-PD(2017)Regl	Règlement intérieur
	2. Adoption de l'ordre du jour
	3. Communication du Secrétariat
	Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information et de l'action contre la criminalité
	4. Modernisation de la Convention 108
	<u>Action requise</u> : le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none">• Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108
	<ul style="list-style-type: none">• Rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108
	<ul style="list-style-type: none">• Protocole d'amendement
	5. État des signatures, ratifications et adhésions
	<u>Action requise</u> : le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none">• Convention 108+ : état des signatures et ratifications• Convention 108 : état des signatures et ratifications
	6. Mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+
	Experts : Cécile de Terwangne, CRIDS, Namur Franck Dumortier, CRIDS, Namur
	<u>Action requise</u> : le Bureau/groupe de travail prendra note des informations fournies par les experts et tiendra un échange de vues sur le sujet.

Mandat	Termes de référence du groupe de travail sur le mécanisme d'évaluation et de suivi
T-PD(2018)20rev3	Questionnaire sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (uniquement en anglais)
T-PD(2018)21rev3	Document sur le mécanisme d'évaluation et de suivi sous la Convention 108+ : procédures et justifications
	7. L'accès transfrontières aux données par les forces de l'ordre
T-PD(2019)8FIN	<u>Action requise</u> : le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat et tiendra un échange de vues sur le sujet.
	<p>T-PD(2019)03</p> <p>Élaboration d'un 2e Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité : Consultation des experts en protection des données - Questions à examiner</p> <p>T-CY document de discussion: Conditions d'obtention d'informations d'abonné - adresses IP statiques ou dynamiques (uniquement en anglais)</p> <p>Réponses provisoires du Comité de Convention 108 au Guide de Discussion pour la Conférence Octopus 2018 (uniquement en anglais)</p> <p>Messages clés de la Conférence Octopus 2018 (uniquement en anglais)</p>
	8. Reconnaissance faciale
T-PD(2019)05rev	<p>Experts : Sandra Azria, avocate et Frédéric Wickert, fondateur et PDG de A.I.Sense</p> <p><u>Action requise</u> : le Bureau prendra note du projet de rapport et tiendra un échange de vues sur le sujet avec les experts en vue de permettre la finalisation du rapport et de décider du suivi nécessaire.</p>
	9. Protection des données et systèmes d'éducation
T-PD(2019)06BISrev3 T-PD(2019)06rev3	<p>Experts : Jen Persson, directrice, " defenddigitalme "</p> <p><u>Action requise</u> : le Bureau prendra note du projet de rapport et tiendra un échange de vues sur le sujet avec les experts en vue de permettre la finalisation du rapport et de décider du suivi nécessaire.</p>
	10. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe
	<u>Action requise</u> : le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

	<ul style="list-style-type: none"> • Comité de bioéthique (DH-BIO) • CAHAI • Convention de Macolin • Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)
	11. Vue d'ensemble sur les activités et développements majeurs intervenus dans le domaine de la protection des données
	<u>Action requise</u> : le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat et les délégations.
Politique du CICR sur la biométrie	<p>Thèmes : Protection des données et identité numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réseau africain – Groupe de travail sur l'identité numérique (Rabat, 4-5 décembre 2019) - Omar Seghrouchni, Président de la CNDP, Maroc • CICR : politique sur la biométrie - Gérald Page, Président de la commission protection des données du CICR • IGF (Berlin, 28-29 novembre 2019)
	12. Observateurs
	<u>Action requise</u> : le Bureau prendra note des informations fournies par les observateurs.
	Observateurs – État des lieux et critères d'admission
	13. Interprétation des dispositions
	<u>Action requise</u> : le Bureau discutera des interprétations possibles des dispositions de la Convention 108 modernisée, comme cela a été demandé par une délégation lors de la 39 ^{ème} réunion plénière.
	14. Prochaines réunions
	<u>Action requise</u> : le Bureau prendra note des dates des prochaines réunions.
	<p><u>Dates des prochaines réunions du Bureau en 2020 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 50^{ème} réunion du Bureau (Paris, 25-27 mars 2020) • 51^{ème} réunion du Bureau (Paris, 28-30 septembre 2020) <p><u>Dates des prochaines réunions plénières en 2020 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 40^{ème} réunion plénière (Strasbourg, 1-3 juillet 2020) • 41^{ème} réunion plénière (Strasbourg, 18-20 novembre 2020)
	15. Questions diverses

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS **MEMBERS OF THE BUREAU / MEMBRES DU BUREAU**

ARGENTINA/ARGENTINE

(excused/excusé)

GEORGIA / GÉORGIE

Tamar Kaldani, (first Vice-Chair / première Vice-présidente), Personal Data Protection Inspectorate of Georgia, 7, N. Vachnadze Str., Tbilisi, 0105

ITALY / ITALIE

Pierucci Alessandra, (Chair / Présidente), Piazza di Monte Citorio 121, 00186 Rome

LUXEMBOURG

Gérard Lommel (second vice-chair / deuxième Vice-président), Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'État, Bâtiment Zurich, 3 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg

PORTUGAL

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice, Avenida D. João II, n.º1.08.01 E, Torre H, Pisos 2/3, 1990-097 Lisboa

SERBIA / SERBIE

Nevena Ružić, Assistant to the Secretary General, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection, 42 Svetozata Markovica, 11000 Belgrade

SENEGAL / SÉNÉGAL

Awa Ndiaye, Présidente, Commission de Protection des données personnelles (CDP), BP 25528 Dakar - Fann, 34 Sicap Mermoz VDN Lot B., 34, Mermos VDN, Dakar

COUNCIL OF EUROPE DATA PROTECTION COMMISSIONER / COMMISSAIRE À LA PROTECTION DES DONNÉES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Jean-Philippe Walter

MEMBERS OF THE COMMITTEE / MEMBRES DU COMITÉ

GERMANY / ALLEMAGNE

Elsa Mein, Federal Ministry of the Interior, Building and Community, Data Protection Unit (VII4)

Stefan Niederer, The Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information
Unit 14 - European and International Affairs, Husarenstraße 30, 53117 Bonn

MONACO

Corinne Laforest de Minotty, Chargée de missions auprès du Conseiller de gouvernement, Département des relations extérieures et de la coopération, Ministère d'État, Place de la Visitation – BP 522, MC – 98105 Monaco cedex

MOROCCO / MAROC

Omar Seghrouchni, Président, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Eduard Raducan, Director, National Center for Personal Data Protection of the Republic of Moldova,
48 Serghei Lazo street, MD-2004 Chisinau

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Petra Lašová, Department of Legal Services, Office for Personal Data Protection, Hraničná 12,
820 07 Bratislava 27

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Kaoutar Abousmir, Head of International Data Strategy, Department for Digital, Culture, Media & Sport,
DCMS, 100 Parliament Street, London SW1A 2BQ

Christine Ferguson, International Strategy Adviser, Information Commissioner's Office, Information
Commissioner's Office, Wycliffe House, Water Lane, Wilmslow, Cheshire SK9 5AF

OBSERVERS / OBSERVATEURS

**EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS / ASSOCIATION
EUROPÉENNE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME (AEDH)**

Maryse Artiguelong, Déléguée, AEDH, Brussels, Belgium

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPÉENNE

Cristina Monti, Policy Officer, European Commission, Directorate-General for Justice and Consumers,
C4: International data flows and protection, MO59 03/10, B-1049 Brussels/Belgium

**EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / LE CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA
PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)**

Claire-Agnès Marnier, Legal Officer, European Data Protection Supervisor (EDPS), Postal address:
Rue Wiertz 60, B-1047 Brussels, Office address: Rue Montoyer 30, B-1000 Brussels

**INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-
ROUGE (ICRC)**

Gérald Page, Chairman of the data Protection Commission / Président de la commission protection des
données

EXPERTS

Sandra Azria, Avocat à la Cour, 48, rue de Charenton, 75012 Paris (11/12/2019 par visioconférence)

Cécile de Terwangne, Professor Law Faculty, CRIDS Research Director, Namur University (FUNDP),
Belgium - Professeur, Faculté de Droit, Directrice de recherches, CRIDS (Centre de Recherche
Information, Droit et Société) - Université de Namur, Belgique (12/12/2019)

Franck Dumortier, Professor Law Faculty, CRIDS Research Director, Namur University (FUNDP), Belgium -
*Professeur, Faculté de Droit, Directrice de recherches, CRIDS (Centre de Recherche Information, Droit et
Société) - Université de Namur, Belgique (12/12/2019)*

Jen Persson, Director, defenddigitalme (13/12/2019)

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

**Directorate General Human Rights and Rule of Law /
Direction générale Droits de l'Homme et État de droit (DG I)**

**Directorate - Information Society and Action against Crime /
Direction - société de l'information et lutte contre la criminalité**

Jan Kleijssen, Director / Directeur

Information Society Department / Service de la société de l'information

Yannick Meneceur, Policy advisor on AI and digital transformation / Conseiller en politiques de transformation numérique et d'IA

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Laura Barrera Cano, Assistant / Assistante
Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme
Sophie Kwasny, Secretary of the Committee / Secrétaire du Comité

Internet Governance Unit / Unité gouvernance de l'Internet

Charlotte Altenhöner-Dion, Head of Unit / Chef d'Unité

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Jean-Jacques Pedussaud (Chef d'équipe)
Corinne McGeorge
Julia Tanner